

Bretagne : la révolte des gueux



Par Michel Godet,
Professeur
au Conservatoire
national des Arts
et métiers*

COMMENT COMPRENDRE le refus de l'écotaxe ? Si la Bretagne est dans la rue, c'est d'abord par ras-le-bol fiscal. Les Bretons, comme les autres Français, ont mis la main à la poche depuis deux ans pour payer 60 milliards d'impôts sur le revenu supplémentaires (un peu plus de la moitié a été décidé par la gauche, le reste par la droite). Et on sait que ce n'est pas fini, avec l'augmentation de la TVA annoncée pour janvier 2014. L'an prochain les ménages, notamment les familles moyennes et aisées avec enfants, vont être ponctionnés à nouveau de 10 milliards d'euros. À cela s'ajoutent la crise du secteur agroalimentaire et une aggravation récente du chômage. Les filières du porc et du poulet sont particulièrement affectées, même si les deux situations ne sont pas comparables : la filière porc n'a jamais été aidée alors que la filière volailles est depuis longtemps subventionnée par l'Europe, presque pour moitié à l'export. Pourtant, ces difficultés étaient prévisibles puisque la fin de ces subventions était annoncée depuis deux ans par Bruxelles. Enfin, cette dégradation s'explique par le coût de la main-d'œuvre plus faible en Allemagne où il n'y a pas de smic et où les travailleurs polonais sont embauchés massivement. En France aussi, d'ailleurs, le recours

à la sous-traitance d'entreprises étrangères faisant venir des travailleurs des pays de l'Est se répand.

Une bonne partie de la France se sent solidaire des « bonnets rouges » bretons pour rejeter une taxe de plus qui ne va rapporter qu'un milliard d'euros par an pour un coût de prélèvement de 25 % par Ecomouv'. Ce montant, exorbitant, est paraît-il légal. Tout comme l'est le dédit de 800 millions d'euros qui devra être payé au consortium italien. Soit, mais cela est révélateur de

“
Une bonne partie de la France se sent solidaire des « bonnets rouges »

l'incompétence et de l'incurie de ceux qui nous gouvernent. La droite n'aurait pas dû signer un tel accord à la veille de l'élection présidentielle. La gauche n'aurait pas dû le reprendre à son compte. Elle a bien rejeté, par pure idéologie, la TVA sociale qui était pourtant une bonne idée. Sans doute est-ce pour ne pas déplaire

aux Verts, qui ont déjà avalé la pilule du nucléaire reconduit, que la gauche a gardé cette mesure quand il aurait sans doute été plus simple d'augmenter la taxe sur le gasoil et d'interdire la circulation des plus de 3,5 tonnes hors des autoroutes, sauf pour desserte locale. Mais pourquoi se contenter d'idées aussi banales quand on peut inventer une nouvelle usine à gaz ? Pour éviter l'explosion, le gouvernement n'a plus qu'un pouvoir : celui de reculer. ●

*Auteur de *La France des bonnes nouvelles*, Éd. Odile Jacob, 2013.